

# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ, 28 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
356

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 196

*Περί προσχωρήσεως εκ νέου της Ελλάδος εις το ύπογραφέν εν Λονδίνω την 5ην Μαΐου 1949 Καταστατικόν του Συμβουλίου της Ευρώπης.*

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει του Ήμετέρου Υπουργικού Συμβουλίου, αποφασίζομεν:

Άρθρον Πρώτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου τὸ ὑπογραφέν ἐν Λονδίνω τὴν 5ην Μαΐου 1949 Καταστατικόν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον, ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν:

#### STATUT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française de la République Irlandaise, de la République Italienne, du Grand - Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume de Norvège, du Royaume de Suède et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Persuadés que la consolidation de la paix fondée sur la justice et la coopération internationale est d'un intérêt vital pour la préservation de la société humaine et de la civilisation;

Inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du Droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable;

Convaincus qu'afin de sauvegarder et de faire triompher progressivement cet idéal et de favoriser le progrès social et économique, une union plus étroite s'impose entre les pays européens qu'animent les mêmes sentiments;

Considerant qu'il importe dès maintenant, en vue de répondre à cette nécessité et aux aspirations manifestes de leurs peuples, de créer une organisation groupant les Etats européens dans une association plus étroite,

Ont en conséquence décidé de constituer un Conseil de l'Europe comprenant un Comité de représentants des Gouvernements et une Assemblée Consultative, et, à cette fin, ont adopté le présent Statut.

#### CHAPITRE I.

But du Conseil de l'Europe

##### Article 1.

a) Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social.

(b) Ce but sera poursuivi au moyen des organes du Conseil, par l'examen des questions d'intérêt commun, par la conclusion d'accords et par l'adoption d'une action commune dans les domaines économique, social, culturel, scientifique, juridique et administratif, ainsi que par la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

(c) La participation des Membres aux travaux du Conseil de l'Europe ne doit pas altérer leur contribution à l'oeuvre des Nations Unies et des autres organisations ou unions internationales auxquelles ils sont parties.

(d) Les questions relatives à la Défense Nationale ne sont pas de la compétence du Conseil de l'Europe.

#### CHAPITRE II.

##### Composition

##### Article 2.

Les Membres du Conseil de l'Europe sont les Parties au présent Statut.

##### Article 3.

Tout Membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du Droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il s'engage à collaborer sincèrement et activement à la poursuite du but défini au chapitre Ier.

##### Article 4.

Tout Etat européen considéré capable de se conformer aux dispositions de l'article 3 et comme en ayant la volonté peut être invité par le Comité des Ministres à devenir Membre du Conseil de l'Europe. Tout Etat ainsi invité aura la qualité de Membre dès qu'un instrument d'adhésion au présent Statut aura été remis en son nom au Secrétaire Général.

## Article 5.

(a) Dans des circonstances particulières, un pays européen considéré comme capable de se conformer aux dispositions de l'article 3 et comme en ayant la volonté peut être invité par le Comité des Ministres à devenir Membre Associé du Conseil de l'Europe. Tout pays ainsi invité aura la qualité de Membre Associé dès qu'un instrument d'acceptation du présent Statut aura été remis en son nom au Secrétaire Général. Les Membres Associés ne peuvent être représentés qu'à l'Assemblée Consultative.

(b) Le terme «Membre» employé dans le présent Statut vise également les Membres Associés, sauf en ce qui concerne la représentation au Comité des Ministres.

## Article 6.

Avant d'adresser l'invitation prévue aux articles 4 ou 5 ci-dessus, le Comité des Ministres fixe le nombre des sièges à l'Assemblée Consultative auxquels le futur Membre aura droit et sa quote-part de contribution financière.

## Article 7.

Tout Membre du Conseil de l'Europe peut s'en retirer en notifiant sa décision au Secrétaire Général. La notification prendra effet à la fin de l'année financière en cours, si elle est intervenue dans les neuf premiers mois de cette année, et à la fin de l'année financière suivante, si elle est intervenue dans les trois derniers mois.

## Article 8.

Tout Membre du Conseil de l'Europe qui enfreint gravement les dispositions de l'article 3 peut être suspendu de son droit de représentation et invité par le Comité des Ministres à se retirer dans les conditions prévues à l'article 7. S'il n'est pas tenu compte de cette invitation, le Comité peut décider que le Membre dont, il s'agit a cessé d'appartenir au Conseil à compter d'une date que le Comité fixe lui-même.

## Article 9.

Si un Membre n'exécute pas ses obligations financières le Comité des Ministres peut suspendre son droit de représentation au Comité et à l'Assemblée Consultative, aussi longtemps qu'il n'aura pas satisfait aux dites obligations.

## CHAPITRE III.

## Dispositions Générales

## Article 10.

Les organes du Conseil de l'Europe sont :

- (i) le Comité des Ministres;
- (ii) l'Assemblée Consultative;

Ces deux organes sont assistés par le Secrétariat du Conseil de l'Europe.

## Article 11.

Le siège du Conseil de l'Europe est à Strasbourg.

## Article 12.

Les langues officielles du Conseil de l'Europe sont le français et l'anglais. Les règlements intérieurs du Comité des Ministres et de l'Assemblée Consultative détermineront les circonstances et les conditions dans lesquelles d'autres langues pourront être utilisées.

## CHAPITRE IV.

## Comité des Ministres

## Article 13.

Le Comité des Ministres est l'organe compétent pour agir au nom du Conseil de l'Europe conformément aux articles 15 et 16.

## Article 14.

Chaque Membre a un représentant au Comité des Ministres et chaque représentant dispose d'une voix. Les représentants au Comité sont les Ministres des Affaires Etrangères. Lorsqu'un Ministre des Affaires Etrangères n'est pas en mesure de siéger, ou si d'autres circonstances le recommandent, un suppléant peut être désigné pour agir à sa place. Celui-ci sera, dans toute la mesure du possible, un membre du Gouvernement de son pays.

## Article 15.

a) Le Comité des Ministres examine, sur recommandation de l'Assemblée Consultative ou de sa propre initiative, les mesures propres à réaliser le but du Conseil de l'Europe, y compris la conclusion de conventions et d'accords et l'adoption par les Gouvernements d'une politique commune à l'égard de questions déterminées. Ses conclusions sont communiquées par le Secrétaire Général aux Membres.

b) Les conclusions du Comité des Ministres peuvent, s'il y a lieu, revêtir la forme de recommandations aux Gouvernements. Le Comité peut inviter ceux-ci à lui faire connaître la suite donnée par eux aux dites recommandations.

## Article 16.

Sous réserve des pouvoirs de l'Assemblée Consultative tels qu'ils sont définis aux articles 24, 28, 30, 32, 33 et 35, le Comité des Ministres règle, avec effet obligatoire, toute question relative à l'organisation et aux arrangements intérieurs du Conseil de l'Europe. Il prend, à cette fin, les règlements financier et administratif nécessaires.

## Article 17.

Le Comité des Ministres peut constituer, à toutes fins qu'il jugera désirables, des comités ou commissions de caractère consultatif ou technique.

## Article 18.

Le Comité des Ministres adopte son règlement intérieur qui détermine notamment :

- (i) le quorum;
- (ii) le mode de désignation du Président et la durée de ses fonctions;
- (iii) la procédure à suivre pour l'établissement de l'ordre du jour ainsi que pour le dépôt des propositions aux fins de résolutions; et
- (iv) les conditions dans lesquelles est notifiée la désignation des suppléants, effectuée conformément à l'article 14.

## Article 19.

Lors de chacune des sessions de l'Assemblée Consultative, le Comité des Ministres lui adresse des rapports sur son activité avec la documentation appropriée.

## Article 20.

(a) Sont prises à l'unanimité des voix exprimées et à la majorité des représentants ayant le droit de siéger

au Comité des Ministres les résolutions du Comité relatives aux questions importantes mentionnées ci-après :

- (i) les recommandations relevant de l'article 15 (b);
- (ii) les questions relevant de l'article 19;
- (iii) les questions relevant de l'article 21 (a) (i) et (b);
- (iv) les questions relevant de l'article 33;
- (v) les recommandations concernant des amendements aux articles 1 (d), 7, 15, 20 et 22; et
- (vi) toute autre question qu'en raison de son importance le Comité déciderait, par une résolution prise dans les conditions prévues au paragraphe (d) ci-dessous, de soumettre à la règle de l'unanimité.

(b) Les questions relevant du règlement intérieur ou des règlements financier et administratif peuvent faire l'objet d'une décision à la majorité simple des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

(c) Les résolutions du Comité prises en application des articles 4 et 5 sont prises à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

(d) Sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des représentants ayant le droit de siéger toutes les autres résolutions du Comité. Celles-ci comprennent notamment, les résolutions qui concernent l'adoption du budget, le règlement intérieur, les règlements financier et administratif, les recommandations relatives à l'amendement des articles du présent Statut non mentionnés au paragraphe (a) (v) ci-dessus, et la détermination, en cas de doute, du paragraphe du présent article qu'il convient d'appliquer.

#### Article 21.

(a) Sauf décision contraire du Comité des Ministres, ses réunions se tiennent:

- (i) à huis clos, et
- (ii) au siège du Conseil.

(b) Le Comité est juge des informations à publier sur les discussions tenues à huis clos et sur leurs conclusions.

(c) Le Comité se réunit obligatoirement avant l'ouverture des sessions de l'Assemblée Consultative et au début de ces sessions; il se réunit, en outre, toutes les fois qu'il l'estime utile.

### CHAPITRE V.

#### Assemblée Consultative.

#### Article 22.

L'Assemblée Consultative est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe. Elle discute des questions relevant de sa compétence telle qu'elle est définie dans le présent Statut et transmet ses conclusions au Comité des Ministres sous forme de recommandations.

#### Article 23.

(a) L'Assemblée Consultative peut délibérer et formuler des recommandations sur toute question répondant au but et rentrant dans la compétence du Conseil de l'Europe, tels qu'ils sont définis au chapitre 1er; elle délibère et peut formuler des recommandations sur toute question qui lui est soumise pour avis par le Comité des Ministres.

(b) L'Assemblée fixe son ordre du jour conformément aux dispositions du paragraphe (a) ci-dessus, en tenant compte de l'activité des autres organisations intergouvernementales européennes auxquelles sont parties tous les Membres du Conseil ou quelques-uns d'entre eux.

(c) Le Président de l'Assemblée décide, en cas de doute, si une question soulevée en cours de session rentre dans l'ordre du jour de l'Assemblée.

#### Article 24.

L'Assemblée Consultative peut, en tenant compte des dispositions de l'article 38 (d), constituer des comités ou commissions chargés d'examiner toutes questions de sa compétence, telle qu'elle est définie à l'article 23, de lui présenter des rapports, d'étudier les affaires inscrites à son ordre du jour et de formuler des avis sur toute question de procédure.

#### Article 25.

(a) L'Assemblée Consultative est composée de Représentants de chaque Membre, élus par son Parlement en son sein ou désignés parmi les membres du Parlement selon une procédure fixée par celui-ci, sous réserve toutefois que le Gouvernement de tout Membre puisse procéder à des nominations complémentaires quand le Parlement n'est pas en session et n'a pas établi la procédure à suivre dans ce cas. Tout représentant doit avoir la nationalité du Membre qu'il représente. Il ne peut être en même temps membre du Comité des Ministres.

Le mandat des représentants ainsi désignés prend effet à l'ouverture de la session ordinaire suivant leur désignation; il n'expire qu'à l'ouverture de la session ordinaire suivante ou d'une session ordinaire ultérieure, sauf le doit des Membres de procéder à de nouvelles désignations à la suite d'élections parlementaires.

Si un membre pourvoit aux sièges devenus vacants par suite de décès ou de démission ou procède à de nouvelles désignations à la suite d'élections parlementaires, le mandat des nouveaux représentants prend effet à la première réunion de l'Assemblée suivant leur désignation.

(b) Aucun représentant ne peut être relevé de son mandat au cours d'une session de l'Assemblée sans l'assentiment de celle-ci.

(c) Chaque représentant peut avoir un suppléant qui, en son absence, aura qualité pour siéger, prendre la parole et voter à sa place. Les dispositions du paragraphe (a) ci-dessus s'appliquent également à la désignation des suppléants.

#### Article 26.

Les membres ont droit au nombre de sièges suivant:

Autriche .....	6	Luxembourg .....	3
Belgique .....	7	Malte .....	3
Chypre .....	3	Pays-Bas .....	7
Danemark .....	5	Norvège .....	5
France .....	18	Suède .....	6
République Fédérale d'Allemagne .....	18	Suisse .....	6
Islande .....	3	Turquie .....	10
Irlande .....	4	Royaume-Uni de Gran- de Bretagne et de l'	
Italie .....	18	Irlande du Nord .....	18

#### Article 27.

Les conditions dans lesquelles le Comité des Ministres peut être représenté collectivement aux débats de l'Assemblée Consultative, celles dans lesquelles les représentants au Comité et leurs suppléants peuvent, à titre individuel, prendre la parole devant elle, seront soumises aux dispositions appropriées du Règlement intérieur, arrêtées par le Comité, après consultation de l'Assemblée.

## Article 28.

(a) L'Assemblée Consultative adopte son règlement intérieur. Elle choisit parmi ses membres son Président, qui demeure en fonctions jusqu'à la session ordinaire suivante.

(b) Le Président dirige les travaux, mais ne prend part ni aux débats, ni au vote. Le suppléant du Président a qualité pour siéger, prendre la parole et voter à sa place.

(c) Le règlement intérieur fixe notamment:

- (i) le quorum;
- (ii) la procédure d'élection et la durée des fonctions du Président et des autres membres du Bureau;
- (iii) la procédure d'établissement de l'ordre du jour et de sa communication aux représentants; et
- (iv) la date et le mode de notification des noms des représentants et de leurs suppléants.

## Article 29.

Sous réserve des dispositions de l'article 30, toutes les résolutions de l'Assemblée Consultative, y compris celles qui ont pour objet:

- (i) de faire des recommandations au Comité des Ministres;
- (ii) de proposer au Comité les questions à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée;
- (iii) de créer des comités ou commissions;
- (iv) de fixer la date d'ouverture des sessions;
- (v) de déterminer la majorité requise pour les résolutions ne relevant pas des alinéas (i) à (iv) ci-dessus ou de fixer, en cas de doute, la règle de majorité convenable, sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

## Article 30.

Les résolutions de l'Assemblée Consultative portant sur les questions relatives à son mode de fonctionnement, notamment l'élection des membres du Bureau, la désignation des membres des comités et commissions et l'adoption du règlement intérieur, sont prises à la majorité que fixera l'Assemblée par application de l'article 29 (v).

## Article 31.

Les débats concernant les propositions à adresser au Comité des Ministres pour l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée Consultative ne devront porter, après définition de son objet, que sur les raisons qui militent pour ou contre cette inscription.

## Article 32.

L'Assemblée Consultative tient chaque année une session ordinaire, dont la date et la durée seront fixées par l'Assemblée de manière à éviter, autant que possible, toute coïncidence avec les sessions parlementaires et avec les sessions de l'Assemblée Générale des Nations Unies. La durée des sessions ordinaires n'excédera pas un mois, à moins que l'Assemblée et le Comité des Ministres, d'un commun accord, n'en décident autrement.

## Article 33.

Les sessions ordinaires de l'Assemblée Consultative se tiennent au siège du Conseil, sauf décision contraire prise de commun accord par l'Assemblée et le Comité des Ministres.

## Article 34.

L'Assemblée Consultative peut être convoquée en session extraordinaire, sur l'initiative soit du Comité des Ministres, soit du Président de l'Assemblée, après accord entre eux, qui portera également sur la date et le lieu de la session.

## Article 35.

Les débats de l'Assemblée Consultative sont publics à moins qu'elle n'en décide autrement.

## CHAPITRE VI.

## Secrétariat.

## Article 36.

(a) Le Secrétariat est composé du Secrétaire Général, d'un Secrétaire Général Adjoint, et du personnel nécessaire.

(b) Le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint sont nommés par l'Assemblée Consultative sur recommandation du Comité des Ministres.

(c) Les autres membres du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire Général, conformément au règlement administratif.

(d) Aucun membre du Secrétariat ne peut détenir un emploi rémunéré par un Gouvernement, être membre de l'Assemblée Consultative ou d'un Parlement national, ou remplir des occupations incompatibles avec ses devoirs.

(e) Tout membre du personnel du Secrétariat doit, par une déclaration solennelle, affirmer son attachement au Conseil de l'Europe et sa résolution d'accomplir consciencieusement les devoirs de sa charge sans se laisser influencer par aucune considération d'ordre national, ainsi que sa volonté de ne solliciter ni d'accepter d'instructions, en rapport avec l'exercice de ses fonctions, d'aucun Gouvernement ni d'aucune autorité extérieure au Conseil et de s'abstenir de tout acte incompatible avec son statut de fonctionnaire international responsable exclusivement envers le Conseil. Le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint feront cette déclaration devant le Comité; les autres membres du personnel la feront devant le Secrétaire Général.

(f) Tout membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire Général et du personnel du Secrétariat et s'abstenir d'influencer ceux-ci dans l'exercice de leurs fonctions.

## Article 37.

(a) Le Secrétariat est installé au siège du Conseil.

(b) Le Secrétaire Général est responsable de l'activité du Secrétariat devant le Comité des Ministres. Il fournit notamment à l'Assemblée Consultative, sous réserve des dispositions de l'article 38 (d), les services administratifs et autres dont elle peut avoir besoin.

## CHAPITRE VII.

## Financement.

## Article 38.

(a) Chaque Membre assume les frais de sa propre représentation au Comité des Ministres et à l'Assemblée Consultative.

(b) Les dépenses du Secrétariat et toutes autres dépenses communes sont réparties entre tous les Membres dans les proportions fixées par le Comité selon le chiffre de la population de chacun des Membres.

La contribution de tout Membre Associé est fixée par le Comité.

(c) Le budget du Conseil est soumis chaque année par le Secrétaire Général, dans les conditions fixées par le règlement financier, à l'approbation du Comité.

(d) Le Secrétaire Général soumet au Comité les demandes de l'Assemblée de nature à entraîner des

dépenses excédant le montant des crédits déjà inscrits au budget pour l'Assemblée et ses travaux.

(e) Le Secrétaire Général soumet également au Comité des Ministres une évaluation des dépenses qu'implique l'exécution de chacune des recommandations présentées au Comité. Une résolution dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires n'est considérée comme adoptée par le Comité des Ministres que lorsque celui-ci a approuvé les prévisions de dépenses supplémentaires correspondantes.

#### Article 39

Le Secrétaire Général notifie chaque année aux Gouvernements des Membres le montant de leur contribution. Les contributions sont réputées exigibles au jour même de cette notification; elles doivent être acquittées entre les mains du Secrétaire Général dans le délai maximum de six mois.

### CHAPITRE VIII.

#### Privilèges et Immunités

##### Article 40.

(a) Le Conseil de l'Europe, les représentants des Membres et le Secrétariat jouissent, sur les territoires des Membres, des immunités et privilèges nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. En vertu de ces immunités, les Représentants à l'Assemblée Consultative ne peuvent notamment être ni arrêtés ni poursuivis sur les territoires de tous les Membres en raison des opinions ou des votes émis au cours des débats de l'Assemblée, de ses comités ou commissions.

(b) Les Membres s'engagent à conclure aussitôt que possible un Accord en vue de donner plein effet aux dispositions du paragraphe (a) ci-dessus. A cette fin, le Comité des Ministres recommandera aux Gouvernements des Membres le conclusion d'un Accord définissant les privilèges et immunités reconnus sur leurs territoires. En outre, un Accord particulier conclu avec le Gouvernement de la République Française qui définira les privilèges et immunités dont jouira le Conseil à son siège.

### CHAPITRE IX.

#### Amendements

##### Article 41.

(a) Des propositions d'amendement au présent Statut peuvent être faites au Comité des Ministres ou, dans les conditions prévues à l'article 23, à l'Assemblée Consultative.

(b) Le Comité recommandera et fera incorporer dans un Protocole les amendements au Statut qu'il juge désirables.

(c) Tout protocole d'amendement entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé et ratifié par les deux tiers des Membres.

(d) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents du présent article, les amendements aux articles 23 à 35, 38 et 39, qui auront été approuvés par le Comité et l'Assemblée, entreront en vigueur à la date du procès-verbal ad hoc établi par le Secrétaire Général, communiqué aux Gouvernements des Membres, et attestant l'approbation donnée aux dits amendements. Les dispositions du présent paragraphe ne pourront recevoir d'application qu'à compter de la fin de la seconde session ordinaire l'Assemblée.

### CHAPITRE X.

#### Dispositions finales

##### Article 42

(a) Le présent Statut sera soumis à ratification. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement du Royaume - Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(b) Le présent Statut entrera en vigueur après le dépôt de sept instruments de ratification. Le Gouvernement du Royaume - Uni notifiera à tous les Gouvernements signataires l'entrée en vigueur du Statut et les noms des Membres du Conseil de l'Europe à cette date.

(c) Par la suite, tout autre signataire deviendra Partie au présent Statut à la date du dépôt de son instrument de ratification.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Statut.

Fait à Londres, le 5 mai 1949, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume Uni, lequel en remettra des copies certifiées conformes aux autres Gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

P. H. SPAAK  
Obert de Thieusies

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

GUSTAV RASMUSSEN  
Reventlow

Pour le Gouvernement de la République Française :

ROBERT SCHUMAN  
R. Massigli

Pour le Gouvernement de la République Irlandaise :

SEAN MacBRIDE  
JOHN W. DULANTY

Pour le Gouvernement de la République Italienne :

SFORZA  
GALLARATI SCOTTI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

JOS. BECH  
A. J. CLASEN

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

D. U. STIKKER  
E. MICHIELS van VERDUYNEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

HALVARD M. LANGE  
P. PREBENSEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

ÖSTEN UNDEN  
GUNNAR HAGGLÖF

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

ERNEST BEVIN  
CHRISTOPHER MAYHEW

## ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΝ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

Αί Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, του Βασιλείου της Δανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιρλανδικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, του Βασιλείου της Νορβηγίας, του Βασιλείου της Σουηδίας και του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ιρλανδίας.

Πεισισμένοι ότι η εμπέδωσις της ειρήνης θεμελιωμένης επί της δικαιοσύνης και της διεθνούς συνεργασίας είναι ζωτικού συμφέροντος δια την διατήρησιν της ανθρωπίνης κοινωνίας και του πολιτισμού.

Επαναθεβαιώνουσαι την προσήλωσιν των προς τὰς πνευματικές και ήθικας αξίας αιτίνας αποτελούν την κοινήν κληρονομίαν των λαών των και την αληθήν πηγήν της ελευθερίας και της επικρατήσεως του δικαίου, αρχάς αιτίνας συνθέτου την βάση της αληθούς δημοκρατίας.

Πιστεύουσαι ότι, δια την διατήρησιν και περαιτέρω πραγμάτων των ιδεών τούτων και προς τὸ συμφέρον της οικονομικῆς και κοινωνικῆς προόδου επιβάλλεται στενωτέρα ἐνότης μεταξύ των ευρωπαϊκῶν χωρῶν αιτίνας ἐμπνέονται ὑπὸ των αὐτῶν αἰσθημάτων.

Θεωρῶσαι ὅτι, δια νὰ ανταποκριθῶν προς την ἀνάγκην ταύτην και προς τὰς ἐκφρασθείσας συναφῶς ἐπιθυμίας των λαῶν των, κρίνεται ἀναγκαῖον ὅπως δημιουργήσουν ὄργανισμὸν ὁ ὁποῖος θὰ φέρῃ τὰ ευρωπαϊκὰ κράτη εἰς στενωτέραν σύνθεσιν.

Ἀπεφάσισαν ὅπως ιδρύσουν τὸ Συμβούλιον της Εὐρώπης περιλαμβάνον Ἐπιτροπὴν Ἀντιπροσώπων των Κυβερνήσεων και Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν και προς τὸν σκοπὸν τούτον υἱοθέτησαν τὸ παρὸν Καταστατικόν.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης.

#### Ἄρθρον 1.

α) Σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης εἶναι νὰ πραγματοποιήσῃ στενωτέραν ἔνωσιν μεταξύ των μελῶν του προς τὸν σκοπὸν νὰ διαφυλαχθῶσι και νὰ προωθηθῶσι τὰ ιδεώδη και αἱ ἀρχαὶ αιτίνας εἶναι κτήμα των και νὰ εὐνοηθῇ ἡ οικονομικὴ πρόοδος των.

β) Ὁ σκοπὸς οὗτος θέλει ἐπιδιωχθῆ ὑπὸ των ὀργάνων τοῦ Συμβουλίου δια τῆς ἐξετάσεως των κοινῶν ἐνδιαφέροντος ζητημάτων, δια τῆς συνάψεως συμφωνιῶν και δια τῆς ἀποδοχῆς κοινῆς δράσεως ἐπὶ τοῦ οικονομικοῦ, κοινωνικοῦ, πολιτιστικοῦ, ἐπιστημονικοῦ, νομικοῦ και διοικητικοῦ πεδίου, ὡς και δια τῆς διαφυλάξεως και ἀναπτύξεως των δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου και των θεμελιωδῶν ελευθεριῶν.

γ) Ἡ συμμετοχὴ των μελῶν εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης δὲν ὀφείλει νὰ ἀλλοιωθῇ την συμβολήν των εἰς τὸ ἔργον των Ἡνωμένων Ἐθνῶν και των ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων ἢ ἐνώσεων εἰς τὰς ὁποίας μετέχουσι.

δ) Τὰ σχετικὰ προς την ἐθνικὴν ἀμυναν ζητήματα δὲν εἶναι της ἀρμοδιότητος τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Σύνθεσις.

#### Ἄρθρον 2.

Μέλη τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης εἶναι τὰ μέρη εἰς τὸ παρὸν Καταστατικόν.

#### Ἄρθρον 3.

Πᾶν μέλος τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης ἀναγνωρίζει την ἀρχὴν της ὑπερῶχης τοῦ δικαίου και την ἀρχὴν καθ' ἡν πᾶν

πρόσωπον εὐρισκόμενον ὑπὸ την δικαιοδοσίαν του θεῶν νὰ ἀπολαμβάνῃ των ἀνθρωπίνων δικαιωμάτων και των θεμελιωδῶν ελευθεριῶν. Ἀναλαμβάνει την ὑποχρέωσιν νὰ συνεργάζεται εὐκρινῶς και δραστηριῶς δια την ἐπιδίωξιν τοῦ ἐν Κεφαλαίῳ I ὀριζομένου σκοποῦ.

#### Ἄρθρον 4.

Πᾶν ευρωπαϊκὸν Κράτος θεωρούμενον ἱκανὸν νὰ συμμερφώνεται προς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 3 και ἔχον την προς τούτο θέλησιν δύναται νὰ προκληθῇ ὑπὸ της Ἐπιτροπῆς των Ἰπουργῶν ὅπως καταστῇ μέλος τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης. Πᾶν προσκληθὲν κατὰ τὸν τρόπον τούτον Κράτος θὰ ἀποκτᾷ την ιδιότητα τοῦ μέλους εὐθὺς ὡς ἐγγραφον προσχωρήσεως εἰς τὸ παρὸν Καταστατικόν θὰ ἔχῃ ἐπιδοθῆ ἐν ὀνόματι αὐτοῦ προς τὸν γενικὸν γραμματέα.

#### Ἄρθρον 5.

α) Εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις ευρωπαϊκῆς τις χώρα θεωρούμενη ὡς ἱκανὴ νὰ συμμερφώνεται προς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 3 και ὡς ἔχουσα την προς τούτο θέλησιν δύναται νὰ κληθῇ ὑπὸ της Ἐπιτροπῆς των Ἰπουργῶν ὅπως καταστῇ πρόεδρος μέλος τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης. Πᾶσα χώρα προσκληθεῖσα κατὰ τὸν τρόπον τούτον θὰ ἀποκτᾷ την ιδιότητα τοῦ προσέδρου μέλους εὐθὺς ὡς ἐγγραφον ἀποδοχῆς τοῦ παρόντος καταστατικοῦ θὰ ἔχῃ ἐπιδοθῆ ἐν ὀνόματι αὐτῆς προς τὸν γενικὸν γραμματέα, τὰ πρόεδρα μέλη θὰ ἀντιπροσωπεύονται μόνον εἰς την Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν.

β) Ὁ ὄρος «μέλος», χρησιμοποιούμενος ἐν τῷ παρόντι καταστατικῷ, ὑποδεικνύει ὡσαύτως τὰ πρόεδρα μέλη, πλην ὅσων ἀφορᾷ την ἀντιπροσωπεύσιν εἰς την Ἐπιτροπὴν των Ἰπουργῶν.

#### Ἄρθρον 6.

Πρὶν ἢ ἀπευθῆν την πρόσκλησιν περὶ τῆς ὡς ἄνω ἀρθρα 4 και 5 ἢ Ἐπιτροπῆς των Ἰπουργῶν καθορίζει τὸν ἀριθμὸν των ἐδρῶν, των ὁποίων τὸ μέλος θὰ δικαιούται, εἰς την Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν, ὡς και τὸ ἀναλογοῦν ποσὸν της χρηματικῆς του συμβολῆς.

#### Ἄρθρον 7.

Πᾶν μέλος τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης δύναται νὰ ἀποχωρήσῃ ἐξ αὐτοῦ δια κοινοποιήσεως της ἀποφάσεώς του προς τὸν γενικὸν γραμματέα. Ἡ κοινοποίησις θὰ ἔχῃ ἀποτέλεσμα ἀπὸ τοῦ τέλους τοῦ τρέχοντος οικονομικοῦ ἔτους, ἐὰν ἐγένετο ἐντὸς των 9 πρώτων μηνῶν τοῦ ἔτους τούτου και εἰς τὸ τέλος τοῦ ἐπομένου οικονομικοῦ ἔτους, ἐὰν ἐγένετο κατὰ τοὺς τρεῖς τελευταίους μῆνας.

#### Ἄρθρον 8.

Παντὸς μέλους τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης τὸ ὁποῖον παραβιάζει σοβαρῶς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 3, δύναται νὰ ἀνασταλῇ τὸ δικαίωμα ἀντιπροσωπεύσεως και τὸ μέλος τούτο νὰ κληθῇ ὑπὸ της Ἐπιτροπῆς των Ἰπουργῶν νὰ ἀποχωρήσῃ ὑπὸ τους ἐν ἀρθρῷ 7 προβλεπομένους ὅρους. Ἐὰν ἡ τριαύτη κλησις δὲν ἤθελε ληθῆ ὑπὸ ὅψιν, ἢ Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅτι τὸ περὶ οὗ ὁ λόγος μέλος ἔπαυσε νὰ ἀνήκῃ εἰς τὸ Συμβούλιον ἀπὸ ἡμερομηνίας καθοριζομένης ὑπὸ της Ἐπιτροπῆς.

#### Ἄρθρον 9.

Ἐὰν μέλος τι δὲν ἐκτελῇ τὰς οικονομικὰς του ὑποχρεώσεις, ἢ Ἐπιτροπῆς των Ἰπουργῶν δύναται ν' ἀναστείλῃ τὸ δικαίωμα ἀντιπροσωπεύσεώς του εἰς την Ἐπιτροπὴν και εἰς την Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν, ἐφ' ὅσον χρονικὸν διάστημα δὲν θὰ ἐξεπλήρου τὰς ὑποχρεώσεις ταύτας.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Γενικαὶ Διατάξεις.

#### Ἄρθρον 10.

Τὰ ὄργανα τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης εἶναι: 1) ἢ Ἐπιτροπῆς των Ἰπουργῶν, 2) ἢ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις.

Τὰ δύο ταῦτα ὄργανα ἐπικουροῦνται ὑπὸ τῆς γραμματείας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 11.

Ἔδρα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι τὸ Στρασβούργον.

Ἄρθρον 12.

Ἐπίσημοι γλώσσαί τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ γαλλικὴ καὶ ἡ ἀγγλική. Οἱ ἐσωτερικοὶ κανονισμοὶ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν καὶ τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως θέλουσι καθορίσει τὰς περιστάσεις καὶ τοὺς ὄρους, ὑφ' οὓς ἄλλαι γλώσσαί θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦνται.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν εἶναι τὸ ἀρμόδιον πρὸς δράσιν ἐν ὀνόματι τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ὄργανον συμφῶως πρὸς τὰ ἄρθρα 15 καὶ 16.

Ἄρθρον 14.

Ἐκαστον μέλος ἔχει ἓνα ἀντιπρόσωπον εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν καὶ ἕκαστος ἀντιπρόσωπος διαθέτει μίαν ψήφον. Οἱ ἀντιπρόσωποι εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν εἶναι οἱ Ὑπουργοὶ τῶν Ἐξωτερικῶν. Ὅσάκις Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν δὲν δύναται νὰ μετέσχη τῆς συνεδριάσεως ἢ ἐὰν τοῦτο συνιστάται ἐξ ἄλλων λόγων δύναται νὰ ὑποδεικνύεται ἀναπληρωτῆς, ἵνα ἐνεργῇ ἀντ' αὐτοῦ. Ὁ ἀναπληρωτῆς θὰ εἶναι κατὰ τὸ δυνατόν μέλος τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας του.

Ἄρθρον 15.

α) Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν ἐξετάζει κατόπιν συστάσεως τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως ἢ ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς πραγματοποίησιν τοῦ σκοποῦ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης περιλαμβανομένης τῆς συνάψεως συμβάσεων καὶ συμφωνιῶν καὶ τῆς ἀποδοχῆς ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων κοινῆς πολιτικῆς ὡς πρὸς ὠρισμένα ζητήματα. Τὰ πορίσματα τοῦ ἀνακοινοῦνται ὑπὸ τοῦ γενικοῦ γραμματέως εἰς τὰ μέλη.

β) Τὰ πορίσματα τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν δύναται ἐὰν συντρέχη λόγος, νὰ περιαφθῶσι τύπον συστάσεων πρὸς τὰς Κυβερνήσεις. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλῇ ταύτας ὅπως γνωστοποιῶσιν εἰς αὐτὴν τὴν ὑπ' αὐτῶν δοθεῖσαν συνέχειαν εἰς τὰς ρηθείσας συστάσεις.

Ἄρθρον 16.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐξουσιῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως, οἵα καθορίζονται εἰς τὰ ἄρθρα 24, 28, 30, 32, 33 καὶ 35, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν κανονίζει μετὰ ὑποχρεωτικῆς ἰσχύος πᾶν ζήτημα σχετικὸν μὲ τὴν ὀργάνωσιν καὶ τοὺς ἐσωτερικοὺς κανονισμοὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα οἰκονομικὰ καὶ διοικητικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 17.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν δύναται νὰ προβαίνει εἰς τὴν σύστασιν, δι' οὓς σκοποὺς ἤθελε κρίνει ἐπιθυμητοὺς, ἐπιτροπειῶν καὶ ἐπιτροπῶν συμβουλευτικῶν ἢ τεχνικῶν χαρακτῆρος.

Ἄρθρον 18.

Ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν ψηφίζει τὸν ἐσωτερικὸν τῆς κανονισμὸν ὅστις καθορίζει μετὰξὺ ἄλλων:

- I. Τὴν ἀπαρτίαν.
- II. Τὸν τρόπον διορισμοῦ τοῦ Προέδρου καὶ τὴν διάρκειαν τῆς Προεδρείας του.
- III. Τὴν διαδικασίαν διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἡμερησίας διατάξεως περιλαμβανομένης περίληψιν τῶν πρὸς ἐπίλυσιν προτάσεων.
- IV. Τὰς ἀπαιτούμενας κοινοποιήσεις διὰ τὸν διορισμὸν τῶν ἀναπληρωματικῶν συμφῶως πρὸς τὸ ἄρθρον 14.

Ἄρθρον 19.

Καθ' ἐκάστην τῶν συνόδων τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως ἢ Ἐπιτροπῆ τῶν Ὑπουργῶν θὰ ἀπευθύνῃ αὐτῇ ἀναφοράς ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων τῆς, συνοδουόμενας διὰ τῶν σχετικῶν ἐγγράφων.

Ἄρθρον 20.

α) Λαμβάνονται κατ' ὁμοφωνίαν τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων καὶ κατὰ πλειοψηφίαν τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ συνεδριάσῃσιν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς αἱ ἀναφερόμεναι εἰς σημαντικὰ ζητήματα ἀναφερόμενα ἀκολούθως: 1) Αἱ συστάσεις τοῦ ἄρθρου 15β', 2) τὰ ζητήματα τοῦ ἄρθρου 19, 3) τὰ ζητήματα τοῦ ἄρθρου 21α' (1 καὶ β'), 4) τὰ ζητήματα τοῦ ἄρθρου 33, 5) αἱ συστάσεις αἱ ἀφορώσαι τροπολογίας τῶν ἄρθρων 13', 7, 15, 20 καὶ 22 καὶ 6) πᾶν ἄλλο ζήτημα τὸ ὁποῖον ὡς ἐκ τῆς σπουδαιότητός του ἢ Ἐπιτροπὴ ἤθελεν ἀποφασίσει, δι' ἀποφάσεως λαμβανομένης ὑπὸ τοὺς προβλεπόμενους ὄρους εἰς τὴν παράγραφον δ' κατωτέρω, νὰ ὑποβάλῃ ὑπὸ τὸν κανόνα τῆς ὁμοφωνίας.

β) Τὰ ζητήματα τὰ ἐξαρτώμενα ἐκ τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ ἢ ἐκ τοῦ δημοσιονομικοῦ καὶ ἐκ τοῦ διοικητικοῦ κανονισμοῦ δύναται νὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον ἀποφάσεως δι' ἀπλῆς πλειοψηφίας τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ μετέχωσι τῶν συνεδριάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς.

γ) Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5 λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ μετέχωσι τῶν συνεδριάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς.

δ) Λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ἐκπεφρασμένων ψήφων καὶ πλειοψηφίας τῶν ἀντιπροσώπων τῶν δικαιουμένων νὰ μετέχωσι τῶν συνεδριάσεων πᾶσαι αἱ λοιπαὶ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς. Αἱ τελευταῖαι αὗται περιλαμβάνουσιν ἰδίως τὰς ἀποφάσεις τὰς ἀφορώσας τὴν ἔγκρισιν τῶν προϋπολογισμῶν, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν, τοὺς δημοσιονομικοὺς καὶ διοικητικοὺς κανονισμοὺς, τὰς συστάσεις τὰς σχετικὰς εἰς τὴν μεταρρύθμισιν τῶν ἄρθρων τοῦ παρόντος καταστατικοῦ τῶν μὴ μνημονευμένων εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον α' 5, καὶ τῶν καθορισμῶν ἐν περιπτώσει ἀμφιβολιῶν τῆς παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ τις δέον νὰ ἐφαρμοσθῇ.

Ἄρθρον 21.

α) Πλὴν ἀντιθέτου ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν, αἱ σύνοδοι λαμβάνουν χώραν: 1) κεκλεισμένων τῶν θυρῶν καὶ 2) εἰς τὴν ἔδραν τοῦ Συμβουλίου.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι κριτὴς τῶν πρὸς δημοσίευσιν πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν κεκλεισμένων τῶν θυρῶν συζητήσεων καὶ τῶν ποριτημάτων των.

γ) Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται ὑποχρεωτικῶς πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν συνόδων τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως καὶ κατὰ τὰς ἀρχὰς αὐτῶν. Συνέρχεται ἀφ' ἑτέρου ὅσάκις ἤθελε κρίνει σκόπιμον.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις.

Ἄρθρον 22.

Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις εἶναι τὸ βουλευόμενον ὄργανον τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Συζητεῖ τὰ ζητήματα τῆς ἀρμοδιότητός της, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸ παρὸν Καταστατικὸν καὶ διαβιβάζει τὰ πορίσματα της εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν ὑπὸ τύπον συστάσεων.

Ἄρθρον 23.

α) Ἡ Συμβουλευτικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητῇ καὶ νὰ διατυπώῃ συστάσεις ἐπὶ παντὸς θέματος ἀναποκρινομένου εἰς τὸν σκοπὸν καὶ ἐισερχομένου ἐντὸς τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὡς καθορίζονται εἰς τὸ Κεφά-

λυσιν Ι. Συζητείται και δύναται να διατυπώση συστάσεις επί παντός θέματος όπερ υπεβλήθη εις αυτήν προς γνωμάτευσιν υπό της Επιτροπής των Υπουργών.

β) Η Συνέλευσις καθορίζει την ημερησίαν διάταξιν αυτών των συμφώνως προς τας διατάξεις της ως άνω παραγράφου κ' λαμβάνουσα υπό όψιν την θέσιν των άλλων ευρωπαϊκών διακυβερνητικών οργανώσεων, εις τας οποίας μετέχουσι πάντα η τινά των μελών του Συμβουλίου της Εύρώπης.

γ) Ο πρόεδρος της Συνελεύσεως αποφασίζει εν περιπτώσει αμφιβολιών, εάν ζήτημα τι ανακινούμενον κατά την διάρκειαν της συνόδου περιλαμβάνεται εις την ημερησίαν διάταξιν της Συνελεύσεως.

Άρθρον 24.

Η Συμβουλευτική Συνέλευσις δύναται λαμβάνουσα υπό όψιν τας διατάξεις του άρθρου 38 δ' να προβαίνει εις την σύστασιν επιτροπειών ή επιτροπών επιφορτισμένων όπως εξετάξωσι πάν θέμα της αρμοδιότητός των, οίς καθορίζεται εν άρθρω 23, όπως υποβάλωσιν εις αυτήν εισηγήσεις, όπως μελετώσι τας έγγραφωμενάς εις την ημερησίαν διάταξιν υποθέσεις και όπως διατυπώωσι γνωματεύσεις επί παντός ζητήματος διαδικασίας.

Άρθρον 25.

α) Η Συμβουλευτική Συνέλευσις συντίθεται εξ αντιπροσώπων εκάστου μέλους, εκλεγομένων υπό του κοινοβουλίου του ή υποδεικνυομένων συμφώνως προς διαδικασίαν καθοριζομένην υπό αυτού, υπό την επιφύλαξιν όμως ότι ή Κυβέρνησις παντός μέλους δύναται να προβαίνει εις συμπληρωματικούς διορισμούς, όταν τό κοινοβούλιον δέν εύρίσκειται εν συνόδω και δέν έχη καθιερώσει την τηρητέαν εν τοιαύτη περιπτώσει διαδικασίαν. Πάς αντιπρόσωπος δέν όπως κέχεται την ιδιαιτέριαν του μέλους, τό όποιον αντιπροσωπεύει. Δέν δύναται να είναι ταυτοχρόνως μέλος της Επιτροπής των Υπουργών.

β) Ούδεις αντιπρόσωπος δύναται να στερηθή της έντολής του κατά την διάρκειαν συνόδου της Συνελεύσεως άνευ της συγκαταθέσεως αυτής.

γ) Έκαστος αντιπρόσωπος δύναται να έχη αναπληρωματικούς, όστις εν περιπτώσει απουσίας του θά δικαιούται να μετέχη των συνεδριάσεων, να λαμβάνη τον λόγον και να ψηφίση άντι αυτού. Αί διατάξεις της ως άνω παραγράφου α' εφαρμόζονται ώσάυτως δια την υπόδειξιν των αναπληρωματικών.

Άρθρον 26.

Τά μέλη δικαιούνται εις τον ακόλουθον αριθμόν έδρών: Αυστρία 6, Βέλγιον 7, Κύπρος 3, Δανία 5, Γαλλία 18, Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας 18, Ελλάδα 7, Ισπανία 3, Ιρλανδία 4, Ιταλία 18, Λουξεμβούργον 3, Μάλτα 3, Κάτω Χώραι 7, Νορβηγία 5, Σουηδία 6, Τουρκία 10, Ηνωμένον Βασίλειον της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορ. Ιρλανδίας 18.

Άρθρον 27.

Οί όροι ως ούς ή Επιτροπή των Υπουργών δύναται να αντιπροσωπεύεται συλλογικώς εις τας συζητήσεις της Συμβουλευτικής Συνελεύσεως, οί δέ αντιπρόσωποι εις την Επιτροπήν και οί αναπληρωταί των δύνανται υπό προσωπικήν ιδιότητα να λαμβάνουν τον λόγον ένώπιον αυτής. Θά υπόκεινται εις τας οικείας διατάξεις του έσωτερικού κανονισμού καθιερουμένης υπό της Επιτροπής κατόπιν συνεννοήσεως μετά της Συνελεύσεως.

Άρθρον 28.

α) Η Συμβουλευτική Συνέλευσις εγκρίνει τον έσωτερικόν της κανονισμόν. Έκλέγει μεταξύ των μελών αυτής τον Πρόεδρον, ό οποίος θά άσκη τή καθήκοντά του έως την έπομένην κανονικήν σύνοδον.

β) Ο Πρόεδρος διευθύνει τας έργασίας πλην όμως δέν συμμετάχει ούτε εις τας συζητήσεις ούτε εις την ψηφοφορίαν. Ο αναπληρωτής του Προέδρου δύναται να προσδρεύη, να λαμβάνη τον λόγον και να ψηφίση άντι αυτού.

γ) Ο έσωτερικός κανονισμός καθορίζει ιδίως:

I. Την άπαρτίαν.

II. Την διαδικασίαν εκλογής και την διάρκειαν των καθηκόντων του Προέδρου και των άλλων μελών του Προεδρείου.

III. Την διαδικασίαν συντάξεως της ημερησίας διατάξεως και της γνωστοποιήσεως της εις τους αντιπροσώπους, και

IV. Τον χρόνον και τον τρόπον καθ' όν τά όνόματα των αντιπροσώπων και των αναπληρωτών των οφείλουν να γνωστοποιηθώυν.

Άρθρον 29.

Υπό την επιφύλαξιν των διατάξεων του άρθρου 30 λαμβάνονται δια της πλειοψηφίας των δύο τρίτων των εκπροσωπημένων ψήφων άπασαι αί αποφάσεις της Συμβουλευτικής Συνελεύσεως, περιλαμβανομένων εκείνων αίτινες έχουσιν ως αντικείμενον: 1) την διατύπωσιν συστάσεως προς την Επιτροπήν των Υπουργών, 2) την πρότασιν προς την Επιτροπήν των έγγραφπτών εις την ημερησίαν διάταξιν της Συνελεύσεως ζητημάτων, 3) την ίδρυσιν επιτροπειών και επιτροπών, 4) τον καθορισμόν της ημερομηνίας έναρξεως των συνόδων, 5) τον προσδιορισμόν της απαιτουμένης πλειοψηφίας δια τας αποφάσεις τας μη εξηρητημένας εκ των έδαφίων 1 έως 4 ή τον καθορισμόν εν περιπτώσει αμφιβολιών του κανόνος της αρμοζούσης πλειοψηφίας.

Άρθρον 30.

Αί αποφάσεις της Συμβουλευτικής Συνελεύσεως αί αναφερόμεναι εις τά ζητήματα τά σχετικά με τον τρόπον της λειτουργίας της, ιδία την εκλογήν των μελών του γραφείου, την υπόδειξιν των μελών των επιτροπειών και επιτροπών και την άποδοχήν του έσωτερικού κανονισμού, λαμβάνονται δια της πλειοψηφίας, ήτις ήθελεν όρισθί υπό της Συνελεύσεως κατ' εφαρμογήν του άρθρου 29.

Άρθρον 31.

Αί συζητήσεις αί άφορώσαι τας προτάσεις τας άπευθυνομένας εις την Επιτροπήν των Υπουργών δια την έγγραφην ένός θέματος εις την ημερησίαν διάταξιν της Συμβουλευτικής Συνελεύσεως δέν θά αναφέρονται πλην του καθορισμού του αντικειμένου των παρά μόνον εις τους λόγους ύπερ ή κατά τοιαύτης έγγραφής.

Άρθρον 32.

Η Συμβουλευτική Συνέλευσις συνέρχεται κατ' έτος εις τακτικήν σύνοδον, της οποίας ό χρόνος και ή διάρκεια θά όρίζωνται υπό της Συνελεύσεως κατ' ά τρόπον ώστε να άποφεύγεται κατ' ά δυνατόν πάσα σύμπτωσης με τας κοινοβουλευτικάς συνόδους και τας συνόδους της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων Έθνών. Η διάρκεια των τακτικών συνόδων δέν θά υπερβαίνει τον μήνα, πλην εάν ή Συνέλευσις και ή Επιτροπή των Υπουργών ήθελον δια κοινής συμφωνίας άλλως αποφασίσει.

Άρθρον 33.

Αί τακτικάί σύνοδοι της Συμβουλευτικής Συνελεύσεως λαμβάνουσι χώραν εις την έδραν του Συμβουλίου, πλην αντιθέτου αποφάσεως λαμβανομένης κατόπιν κοινής συμφωνίας υπό της Συνελεύσεως και της Επιτροπής των Υπουργών.

Άρθρον 34.

Η Συμβουλευτική Συνέλευσις δύναται να συγκαλήται εις έκτακτον σύνοδον, τή πρωτοβουλίā είτε της Επιτροπής των Υπουργών είτε του Προέδρου της Συνελεύσεως, κατόπιν συμφωνίας μεταξύ των, αναφερομένης ώσάυτως εις τον χρόνον και τον τόπον της συνόδου.

## \*Άρθρον 35.

Αί συζητήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως εἶναι δημοσίαι, πλὴν διαφόρου ἀποφάσεως αὐτῆς.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

## Γραμματεία.

## \*Άρθρον 36.

α) Ἡ Γραμματεία ἀπαρτίζεται ἐκ τοῦ Γεν. Γραμματέως, ἐνὸς Βοηθοῦ Γεν. Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναγκαιῶν προσωπικοῦ.

β) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ Βοηθὸς Γεν. Γραμματεὺς διορίζονται ὑπὸ τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως τῇ εἰσηγήσει τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν.

γ) Τὰ λοιπὰ μέλη τῆς Γραμματείας διορίζονται ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως συμφώνως πρὸς τὸν Διοικητικὸν Κανονισμὸν.

δ) Οὐδὲν μέλος τῆς Γραμματείας δύναται νὰ κατέχῃ ἔμμισθον παρὰ τινι Κυβερνήσει θέσει, νὰ εἶναι μέλος τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως ἢ ἐνὸς ἔθνικου Κοινοβουλίου ἢ νὰ ἀσχολῆται μὲ ἔργασίας ἀσυμβιβάστους πρὸς τὰ καθήκοντά του.

ε) Ἐκαστον μέλος τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας ὀφείλει, δι' ἐπίσημου δηλώσεως, νὰ βεβαιώσῃ τὴν προσήλωσίν του πρὸς τὸ Συμβούλιον τῆς Ἑυρώπης καὶ τὴν ἀπόφασίν του νὰ ἐκπληρῶσὶ εὐσυνειδήτως τὰ καθήκοντα τῆς θέσεώς του χωρὶς νὰ ἐπιρραζέται ἐκ λόγων ἐθνικῆς φύσεως, δέον δὲ ὡσαύτως νὰ μὴν ἐπιζητῆ οὔτε νὰ δέχεται ὀδηγίαις ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων του, ὑπὸ οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ξένης τοῦ Συμβουλίου Ἀρχῆς καὶ νὰ ἀπέχῃ πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν ἰδιότητά του ὡς διεθνούς ὑπαλλήλου ὑπευθύνου ἀποκλειστικῶς ἐναντι τοῦ Συμβουλίου. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ Ἀναπληρωτὴς Γεν. Γραμματεὺς θὰ προβοῦν εἰς τὴν δῆλωσιν ταύτην ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς, τὰ λοιπὰ δὲ μέλη τοῦ προσωπικοῦ ἐνώπιον τοῦ Γεν. Γραμματέως.

στ) Ἐκαστον μέλος θὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνή χαρακτῆρα τῶν ἀρμοδιοτήτων τοῦ Γεν. Γραμματέως καὶ τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας καὶ δὲν θὰ ἐπιζητῆ νὰ ἐπιρραζῆ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑποχρεώσεών των.

## \*Άρθρον 37.

α) Ἡ Γραμματεία θὰ ἐγκατασταθῇ εἰς τὴν ἔδραν τοῦ Συμβουλίου.

β) Ὁ Γεν. Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἐναντι τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν διὰ τὰς δραστηριότητας τῆς Γραμματείας. Παρέχει ἰδίᾳ εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθροῦ 38 (δ), τὰς διοικητικὰς ὑπηρεσίας καὶ ἐτέρας ὧν δύναται αὕτη νὰ ἔχῃ ἀνάγκην.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

## Οἰκονομικὴ ἐπιχορήγησις.

## \*Άρθρον 38.

α) Ἐκαστον μέλος ἀναλαμβάνει τὰς δαπάνας τῆς ἰδίας αὐτοῦ ἐκπροσωπήσεως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν καὶ εἰς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν.

β) Αἱ δαπάναι τῆς γραμματείας καὶ πᾶσαι αἱ δαπάναι κατανομονται μεταξὺ ὄλων τῶν μελῶν κατὰ τὰς ὀριζομένας ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλογίας συμφώνως πρὸς τὸ μέγεθος τοῦ πληθυσμοῦ ἐκάστου μέλους.

Ἡ συνεισφορά κάθε μέλους καθορίζεται ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

γ) Ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ Συμβουλίου ὑποβάλλεται ἕκαστον ἔτος ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθορισθέντας ὑπὸ τοῦ Δημοσιονομικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὴν ἐγκρίσιν τῆς Ἐπιτροπῆς.

δ) Ὁ Γεν. Γραμματεὺς ὑποβάλλει εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τὰς αἰτήσεις τῆς Συνελεύσεως σχετικὰς πρὸς δαπάνας ὑπερβαί-

νοῦσας τὸ ὕψος τῶν πιστώσεων τῶν ἤδη ἐγγεγραμμένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν διὰ τὴν Συνέλευσιν καὶ τὰς ἐργασίας τῆς.

ε) Ὁ Γεν. Γραμματεὺς ὑποβάλλει ὁμοίως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν ἐκτίμησιν τῶν ἐξόδων ἄτινα συνεπάγεται ἡ ἐφαρμογὴ ἐκάστης τῶν συστάσεων τῶν ὑποβλαπομένων εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν. Οἰαδήποτε ἀπόφασις ἢ ἐφαρμογὴ τῆς ὁποίας συνεπάγεται ἐπιπροσθέτους δαπάναις δὲν πρέπει νὰ θεωρῆται ὡς ἐγκυκλιμένη ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ὑπουργῶν ἐκτὸς ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ ἔχει ἤδη ἐγκρίνει τὰς ἀντιστοίχους ἐκτιμήσεις διὰ τοιαῦτα πρόσθετα ἐξόδα.

## \*Άρθρον 39.

Ὁ Γεν. Γραμματεὺς ἕκαστον ἔτος εἰδοποιεῖ τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν διὰ τὸ ὕψος τῆς συνεισφορᾶς των. Αἱ συνεισφοραὶ εἶναι ἀνυπερθέτως ἀπαιτηταὶ ἀπὸ τὴν ἡμέραν τῆς εἰδοποιήσεως, ὀφείλου νὰ περιέλθουν εἰς τὰς χεῖρας τοῦ Γεν. Γραμματέως ἐντὸς διαστήματος ἑξ μηνῶν.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

## Προνόμια καὶ ἀσυλίαι.

α) Τὸ Συμβούλιον τῆς Ἑυρώπης, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν μελῶν καὶ ἡ γραμματεία ἀπολαύουσιν ἐπὶ τῶν ἐξαφῶν τῶν μελῶν τῶν ἀσυλιῶν καὶ προνομίων τῶν ἀναγκαιῶν διὰ τὴν ἐνάσκησιν τοῦ λειτουργήματός των. Δυνάμει τῶν ἀσυλιῶν τούτων οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Συμβουλευτικῆς Συνελεύσεως δὲν δύνανται ἰδίᾳ νὰ συλληφθῶσιν ἢ νὰ διωχθῶσιν ἐπὶ τῶν ἐξαφῶν ὄλων τῶν μελῶν συνεπεία τῶν γνωμῶν ἢ τῶν ψήφων, αἰτινες ἐδόθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων τῆς Συνελεύσεως, τῶν ἐπιτροπειῶν ἢ ἐπιτροπῶν αὐτῆς.

β) Τὰ μέλη ἀναλαμβάνουν νὰ συμφωνήσουν τὸ συντομώτερον δυνατὸν ἐπὶ τῷ τέλει τῆς πραγματώσεως τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου (α). Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν θὰ συστήσῃ εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν τὴν συναμολόγησιν συμφωνίας καθοριζούσης τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας ἄτινα δέον νὰ παραχωρηθῶν εἰς τὰς χώρας ὄλων τῶν μελῶν.

Ἐπιπροσθέτως εἰδικὴ συμφωνία μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καθοριζούσης τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας ὧν θὰ ἀπολαμβάνῃ τὸ Συμβούλιον εἰς τὴν ἔδραν του.

## \*Άρθρον 41.

α) Προτάσεις τροποποιήσεως τοῦ Καταστατικοῦ τούτου δύνανται νὰ γίνουσι πρὸς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν Ὑπουργῶν ἢ ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπόμενους ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 23 πρὸς τὴν Συμβουλευτικὴν Συνέλευσιν.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συστήσῃ καὶ θὰ ἐνσωματώσῃ εἰς πρωτόκολλον τὰς τροποποιήσεις τοῦ Καταστατικοῦ, ὡς κρίνει ἐπιθυμητάς.

γ) Ἄπαν τὸ πρωτόκολλον τροποποιήσεων θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς ὑπογραφῆ καὶ ἐπικυρωθῇ ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν.

δ) Αἱ προηγούμεναι διατάξεις τῶν παραγράφων τοῦ παρόντος ἀρθροῦ, αἱ τροποποιήσεις τῶν ἀρθρῶν 23—35, 38 καὶ 39, αἱ ὁποῖαι θὰ ἐγκριθῶν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς πιστοποιήσεως τοῦ Γεν. Γραμματέως, διαβιβασομένης πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν, βεβαιώνοντος ὅτι αὐταὶ ἔχουν ἐγκριθεῖ. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης δὲν θὰ τύχουν ἐφαρμογῆς εἰ μὴ μόνον ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς δευτέρας κανονικῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως.

## \*Άρθρον 42.

α) Τὸ παρὸν Καταστατικὸν θὰ τεθῇ πρὸς ἐπικύρωσιν. Αἱ ἐπικυρώσεις δέον νὰ κατατεθοῦν παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

β) Τὸ παρὸν Καταστατικὸν θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς 7 (ἑπτὰ) ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ ἔχουν κατατεθῇ. Ἡ Κυβέρ-

νηρις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου διὰ διαβίβασιν πρὸς ἄλλας τὰς ὑπογραψάσας Κυβερνήσεις πιστοποιητικὸν δηλοῦν ὅτι τὸ Καταστατικὸν ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ καὶ δίδον τὰ ὀνόματα τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

γ) Μετὰ ταῦτα πᾶς ἕτερος ὑπογράφας διὰ καταστῆ μέλος τοῦ Καταστατικοῦ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ὄργανου ἐπικυρώσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Καταστατικόν.

Ἐγένετο ἐν Λονδίῳ, τὴν πέμπτην τοῦ μηνὸς Μαΐου 1949, εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν ἀμοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἀφεντικῶν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον κατατεθέν εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τὸ ὁποῖον διὰ ἀποστείλῃ κυρωμένα ἀντίγραφα πρὸς τὰς λοιπὰς ὑπογραψάσας Κυβερνήσεις.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου :  
P. H. SRAAK  
OBERT DE THIEUSIES

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας :  
GUSTAV RASMUSSEN  
Reventlow

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Γαλλίας :  
ROBERT SCHUMAN  
R. Massigli

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰρλανδίας :  
SEAN MAC. BRIDE  
JOHN W. DULANTY

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰταλίας :  
SFORZA  
GALLARATI SCOTTI

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου :  
JOS. BECH  
A.J. CLASEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν :  
D. U. STIKKER  
E. MICHIELS VAN VERDUYNEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας :  
HALVARD M. LANGE  
P. PREBENSEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας :  
ÖSTEN UNDEN  
GUNNAR HAGGLOF

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας :  
ERNEST BEVIN  
CHRISTOPHER MAYHEW

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἐξουσιοδοτεῖται ὁ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργός, ἵνα ἐν περιπτώσει προσκλήσεως τῆς Ἑλλάδος ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 4 τοῦ Καταστατικοῦ, ὅπως καταστῆ μέλος αὐτοῦ, ἀποδεχθῆ τὴν πρόκλησιν ταύτην, καταθέτων πρὸς τοῦτο, ὄργανον προσχωρήσεως εἰς τὸ Καταστατικὸν αὐτοῦ.

Ἄρθρον Τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ κυρωμένου Καταστατικοῦ ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου προσχωρήσεως, παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Νοεμβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΦΑΙΔΡΩ ΓΚΙΖΙΚΗΣ**

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΡΑΛΛΗΣ, ΔΗΜ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ, ΕΤΑΙΓ. ΑΒΕΡΩΦ-ΤΟΣΙΤΣΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΤΡΥΠΑΝΗΣ, ΠΑΝΑΓ. ΖΕΠΠΟΣ, ΕΤΑΙΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ, ΠΗΠΟΚΡ. ΙΟΡΔΑΝΟΓΛΟΥ, ΚΩΝΣΤ. ΚΟΝΟΦΑΓΟΣ, ΙΩΑΝ. ΜΠΟΥΤΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΛΑΣΚΑΡΗΣ, ΒΑΣΙΛ. ΔΕΡΛΕΜΕΖΗΣ, ΧΡΙΣΤΟΦ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΚΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Νοεμβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**



# Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

## ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἐτησία συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

### Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α' .....	Δραχ.	600
2. » » » Β' .....	»	700
3. » » » Γ' .....	»	500
4. » » » Δ' .....	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π. ....	»	500
6. » » » Παράρτημα .....	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. .	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας .....	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία .....	»	6.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ἐπὶ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α' .....	Δραχ.	30
2. » » » Β' .....	»	35
3. » » » Γ' .....	»	25
4. » » » Δ' .....	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π. ....	»	25
6. » » Παράρτημα .....	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη .....	»	300

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

### Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

#### Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων .....	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορῶν εἰς προσωρινὰ διατάξεις .....	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939. .	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν .....	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν .....	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παραχώρισης ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ .....	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παραχώρισης πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἄλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70 .....	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67 .....	Δραχ.	1.000
--	-------	-------

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967 .....	»	1.000
--	---	-------

#### Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν .....	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν .....	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων .....	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν .....	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων .....	»	1.000

#### Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγίσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων .....	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων .....	»	1.000

II Εἰς τὸ Τέταρτον τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων .....	»	400
--	---	-----

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὁρίσθη εἰς 5%.

### Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμη τὸ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟ-ΙΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ